



SOMMAIRE

	Pages
Application de l'Accord relatif au Siège en ce qui concerne les représentants d'organisations non gouvernementales (A/1926) [fin]	321
Demande du Gouvernement chinois tendant à ce que le texte chinois de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide fasse l'objet d'une revision (A/1880) [fin]	322
Achèvement des travaux de la Commission	322

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

Application de l'Accord relatif au Siège en ce qui concerne les représentants d'organisations non gouvernementales (A/1926) [fin]

[Point 59*]

1. M. MOUSSA (Egypte) s'associe aux opinions exprimées au cours de la séance précédente par les représentants de l'Irak et de la Syrie. Il convient de reconnaître que le projet de résolution commun de la France et de l'Iran (A/C.6/L.227), dont la Commission est saisie, intéresse uniquement la procédure et qu'il ne préjuge en rien le droit des représentants d'organisations non gouvernementales, dotées du statut consultatif par le Conseil économique et social, d'assister aux débats de l'Assemblée générale et de ses commissions. M. Moussa prend acte avec satisfaction des déclarations faites à la séance précédente par le représentant des Etats-Unis, qui a dit que ce droit serait garanti par le Gouvernement des Etats-Unis. Si, comme le redoutent certains représentants, le dispositif du projet de résolution commun (A/C.6/L.227), modifié par l'adjonction du paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne (A/C.6/L.229) que les auteurs du projet commun ont accepté, donne lieu à des difficultés, l'Assemblée générale pourra reprendre cette question.

2. M. DUPUY (France) déclare que, bien que dans le membre de phrase « prendre... les dispositions permettant au représentant désigné par une organisation non gouvernementale » le terme « représentant » figure au singulier, il n'y a pas lieu de l'interpréter d'une façon absolument restrictive. S'il faut tenir compte, pour le Secrétaire général, de considérations d'ordre pratique, par exemple, le nombre de places pouvant être réservées, d'autres considérations peuvent, dans certains cas, faire admettre l'envoi de plusieurs représentants de la même organisation suivant les besoins justifiés dont il sera fait état. Il appartiendra au Conseil économique et social d'en décider.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

3. M. MOUSSA (Egypte) demande que l'amendement de la Pologne soit mis aux voix par division.

4. Le PRESIDENT met aux voix par division l'amendement de la Pologne (A/C.6/L.229) au projet de résolution de la France et de l'Iran (A/C.6/L.227).

Par 24 voix contre 6, avec 9 abstentions, le paragraphe 1 de l'amendement est rejeté.

Par 15 voix contre 12, avec 13 abstentions, le paragraphe 2 de l'amendement est rejeté.

5. M. BORATYNSKI (Pologne), ayant demandé un vote séparé sur le membre de phrase « sur la demande du Conseil économique et social ou de son Comité chargé des organisations non gouvernementales », qui figure dans le dispositif du projet de résolution commun de la France et de l'Iran (A/C.6/L.227), le Président met aux voix ce membre de phrase.

Par 33 voix contre 6, avec une abstention, ce membre de phrase est adopté.

6. Le PRESIDENT rappelle à la Commission que les auteurs du projet de résolution de la France et de l'Iran ont modifié le dispositif de ce texte de façon à lui donner la teneur suivante :

« 1. Autorise le Secrétaire général à prendre, sur la demande du Conseil économique et social ou de son Comité chargé des organisations non gouvernementales, les dispositions permettant au représentant désigné par une organisation non gouvernementale jouissant du statut d'organe consultatif, d'assister aux séances publiques de l'Assemblée générale lorsque y seront discutés des problèmes économiques et sociaux, de la compétence du Conseil et de l'organisation intéressée;

« 2. Prie le Secrétaire général de continuer à faciliter le transit des représentants de ces organisations non gouvernementales qui se rendent aux sessions de l'Assemblée générale, de ses commissions ou en reviennent. »

Par 33 voix contre 5, avec 2 abstentions, le projet de résolution ainsi amendé est adopté.

7. M. BARTOS (Yougoslavie) explique qu'il s'est abstenu dans le vote sur le projet de résolution, car ce texte ne garantit pas comme il convient le droit des organisations

non gouvernementales qui jouissent du statut consultatif d'assister aux débats.

8. M. MAJID ABBAS (Irak) dit qu'il a voté contre le paragraphe 2 de l'amendement de la Pologne, car il souhaitait que ce paragraphe fût ajouté au dispositif du projet commun de résolution au lieu d'être substitué à ce dispositif. Il a voté pour le projet de résolution lui-même, qui contient ce paragraphe sous une autre forme.

Demande du Gouvernement chinois tendant à ce que le texte chinois de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide fasse l'objet d'une revision (A/1880) [fin]

[Point 56*]

9. M. P. D. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole sur une motion d'ordre, déclare que toute demande tendant à la revision du texte chinois de la convention sur le génocide, doit émaner du Gouvernement légitime de la Chine qui n'est pas représenté aux Nations Unies. L'examen de la demande dont est saisie la Commission émane du groupe du Kouomintang et n'a donc aucune valeur juridique. M. Morozov ne prendra part ni au débat, ni au vote.

10. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie), M. KOVALENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine), M. KOUSTOV (République socialiste soviétique de Biélorussie), M. BORATYNSKI (Pologne) déclarent qu'ils ne participeront pas non plus au débat ou au vote sur cette question, pour les motifs qu'a exposés le représentant de l'URSS.

11. M. HSU (Chine) précise que sa délégation a demandé une revision du texte chinois de la Convention afin de l'adapter aux autres textes officiels; l'orateur a présenté, en même temps que sa demande, une version révisée de ce texte. Au début de la présente session (268^e séance), le Président de la Commission a demandé au Secrétariat d'examiner ce texte révisé; le Département juridique et la délégation chinoise ont étudié ensemble ce texte d'une manière approfondie et se sont mis d'accord sur une version définitive. Toutefois, le travail a duré plus longtemps qu'on ne s'y attendait, et il ne reste pas assez de temps avant la fin de la session pour que le texte définitif puisse être soumis à l'approbation du Gouvernement chinois. M. Hsu demande donc que l'examen de sa demande soit ajourné à la septième session, et il votera pour le projet de résolution (A/C.6/L.230) soumis à ce sujet par le représentant de l'Iran.

12. M. ABDOH (Iran) estime que la demande d'ajournement formulée par le représentant de la Chine doit recevoir un accueil favorable; il soumet donc un projet de résolution (A/C.6/L.230) dont le texte est le suivant :

« *L'Assemblée générale,*

« *Ayant inclus à l'ordre du jour de sa sixième session la question intitulée : « Demande du Gouvernement chinois tendant à ce que le texte chinois de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide fasse l'objet d'une revision »,*

« *1. Prend acte du désir du Gouvernement chinois de différer l'examen de cette question ;*

« *2. Décide d'inscrire cette question à l'ordre du jour de sa septième session. »*

13. M. WYNES (Australie) a examiné officieusement le texte chinois révisé de la convention sur le génocide, en partie de sa propre initiative, en partie sur la demande

du Secrétariat. Il lui semble qu'il sera intéressant pour la Commission de savoir que la principale difficulté consiste à trouver une expression chinoise satisfaisante pour le terme de « génocide » qui est à la vérité un mot nouveau dans toutes les langues. Diverses expressions ont été proposées; l'une d'elles, traduite littéralement, signifie « mettre une race en danger », une autre signifie « massacre d'un groupe humain ». Aucune de ces traductions n'est entièrement satisfaisante, car la notion de race qui figure dans la première et la notion d'extermination complète que suggère la deuxième sont un peu trop larges aux fins de la Convention. Beaucoup d'autres modifications apportées au texte concernent uniquement le style. M. Wynes n'a pas eu le temps d'étudier la traduction révisée des articles 2 et 3, qui sont les articles les plus importants de la Convention, parce que leur préparation n'a pas été achevée assez tôt. Le représentant de l'Australie suggère que le Secrétariat, lorsque le texte chinois sera terminé, le distribue immédiatement aux gouvernements. De cette manière, on gagnera du temps et la Sixième Commission pourra prendre toutes décisions utiles au cours de la septième session.

14. U ZAW WIN (Birmanie) ne peut accepter le projet de résolution de l'Iran dans sa forme actuelle, et il propose de remplacer le paragraphe 1 de son dispositif par le paragraphe suivant : « *Désirant différer l'examen de cette question jusqu'au moment où le Gouvernement de la Chine sera en mesure de prendre une décision en la matière. »*

15. M. HSU (Chine) regrette de ne pouvoir accepter l'amendement de la Birmanie, qui semble impliquer une critique absolument injustifiée à l'égard de son gouvernement.

16. M. MOUSSA (Egypte) suggère à titre de compromis de modifier le paragraphe en question de la manière suivante : « *Considérant que les éléments pour la discussion de cette question ne sont pas encore à la disposition de l'Assemblée. »*

17. U ZAW WIN (Birmanie) et M. HSU (Chine) acceptent cette proposition.

18. M. ABDOH (Iran) accepte également l'amendement de l'Egypte et propose en outre d'insérer, dans le dernier paragraphe du projet de résolution, le mot « provisoire » après les mots « ordre du jour ».

Par 29 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution de l'Iran (A/C.6/L.230) est adopté sous sa forme modifiée.

Achèvement des travaux de la Commission

19. M. BERNSTEIN (Chili) au nom des délégations d'Amérique latine, rend hommage au Président pour la manière dont il a conduit les débats. Si la Commission n'a pu aboutir aux résultats que l'on pouvait espérer, la faute n'en est pas au Président, mais bien à la complexité des questions dont elle était saisie et à l'atmosphère internationale actuelle.

20. M. Bernstein rend également hommage au Vice-Président, au Rapporteur, au Secrétaire général adjoint et aux membres du Secrétariat qui ont collaboré aux travaux de la Commission.

21. M. AMMOUN (Liban) déclare que sa délégation, ainsi que les autres délégations des pays arabes, sont reconnaissantes au Président, aux autres membres du Bureau et au Secrétariat du concours qu'ils ont prêté à la Commission. En dépit de l'atmosphère internationale,

la Commission est parvenue à conduire ses débats d'une manière relativement calme.

22. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) s'associe à l'hommage rendu au Président, au Rapporteur et au Secrétariat par les orateurs qui l'ont précédé. Les exposés du Secrétariat, notamment ceux du Secrétaire général adjoint, lui ont paru objectifs et intéressants et il continuera d'en prendre connaissance avec plaisir.

23. M. P. D. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) exprime également la gratitude de sa délégation au Président et au Secrétariat. En dépit des efforts déployés par le Président pour obtenir les résultats les meilleurs possibles, la Commission n'a pu, en raison de l'attitude de certaines délégations, faire tout ce qui pouvait être fait pour consolider la paix et la sécurité internationales.

24. M. WENDELEN (Belgique), M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie), M. MOUSSA (Egypte), M. DUPUY (France), M. FARZAND ALI (Pakistan) et M. MAKTOS (Etats-Unis d'Amérique) associent leur délégation aux paroles de gratitude prononcées par les orateurs précédents.

25. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) s'associe aux remerciements exprimés par les autres représentants et il constate notamment que la compétence avec laquelle le Président a conduit les débats de la Commission est due dans une large mesure à la dignité, à la sagesse et à l'impartialité dont il a fait preuve; la Commission n'a annulé aucune de ses décisions, et les motions d'ordre ont été rares.

26. Le représentant du Venezuela remercie les membres de la Commission des paroles flatteuses qu'ils ont bien voulu prononcer au sujet de la contribution qu'il a apportée, en sa qualité de Vice-Président, aux travaux de la Commission.

27. M. ABDOH (Iran), Rapporteur, remercie les membres de la Commission des paroles élogieuses qu'ils ont prononcées à son égard et ajoute qu'il a reçu du Président et du Vice-Président des directives claires et extrêmement précieuses.

28. Le PRÉSIDENT remercie les membres de la Commission de la confiance, de l'aide et de la coopération qu'ils lui ont accordées pendant toute la session. Il rend hommage à la sagesse, au tact et à la courtoisie du Vice-Président et félicite le Rapporteur de la manière remarquable dont il s'est acquitté de sa tâche difficile. Il remercie également le Secrétaire général adjoint et tous les membres du Secrétariat de l'aide qu'ils ont donnée à la Commission. La tâche du Président n'a pas toujours été facile, mais il a essayé de s'en acquitter loyalement.

29. A l'avenir, la Commission devra veiller constamment à ce que les dispositions de la Charte soient respectées, car la Charte est la loi suprême des Nations Unies, et son but est de servir la cause de la coopération et de la paix internationales. Le Président estime que la Commission n'a pas, pendant la présente session, déployé assez d'efforts pour y parvenir et il espère fermement qu'elle redoublera d'efforts à l'avenir pour faire en sorte que les lois dont elle est la servante et l'interprète soient toujours les lois de la paix.

La séance est levée à 12 h. 35.

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A., Calle Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

H. A. Goddard (Pty.), Ltd., 255a George Street, Sydney, N.S.W.

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son
71-75 Boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BOLIVIE

Livrería Científica y Literaria, Avenida 16 de Julio 216, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.

CANADA

The Ryerson Press, 299 Queen Street West, Toronto.

CEYLAN

The Associated Newspapers of Ceylon, Ltd., Lake House, Colombo.

CHILI

Livrería Ivens, Calle Moneda 822, Santiago.

CHINE

The Commercial Press, Ltd., 211 Honan Road, Shanghai.

COLOMBIE

Livrería Latina Ltda., Apartado Aéreo 4011, Bogotá.

COSTA-RICA

Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Nørregade 6, København.

EGYPTE

Librairie "La Renaissance d'Egypte," 9 SH. Adly Pasha, Cairo.

EQUATEUR

Muñoz Hermanos y Cía., Plaza del Teatro, Quito.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

International Documents Service, Columbia University Press, 2950 Broadway, New York 27, New York.

ETHIOPIE

Agence Ethiopienne de Publicité, Box 8, Addis-Abeba.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, Paris V.

GRECE

"Eleftheroudakis," Librairie Internationale, Place de la Constitution, Athènes.

GUATEMALA

Goubaud & Cia. Ltda., 5a. Sur No. 6 y 9a. C.P., Guatemala.

HAITI

Max Bouchereau, Librairie "A la Caravelle," Boite postale 111-B, Port-au-Prince.

INDE

Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, New Delhi.

INDONESIE

Jajason Pembangunan, Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Booksellers and Stationers, Baghdad.

IRLANDE

Hibernian General Agency Ltd., Commercial Buildings, Dame Street, Dublin.

ISLANDE

Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar Austurstreti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Leo Blumstein, P.O.B. 4154
35 Allenby Road, Tel-Aviv.

ITALIE

Colibri S.A., Via Chiossetto 14, Milano.

LIBAN

Librairie universelle, Beyrouth.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Place Guillaume, Luxembourg.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, G.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

Thomas & Thomas, Fort Mansion, Frere Road, Karachi.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Groenhege.

PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Casilla 1417, Lima.

PHILIPPINES

D. P. Pérez Co., 132 Riverside, San Juan, Rizal.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues 136, Rua Aurea, 188 Lisboa.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Calle Mercedes No. 49, Apartado 656, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P. O. Box 569, London, S.E. 1 (and at H.M.S.O. Shops at London, Belfast, Birmingham, Bristol, Cardiff, Edinburgh, and Manchester).

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hofbokhandel A-B Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Buchhandlung Hans Raunhardt
Kirchgasse, 17, Zurich 1.

SYRIE

Librairie Universelle, Damas.

TCHECOSLOVAQUIE

F. Topic, Narodni Trida 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramoon Mit Ltd., 333 Charoen Krung Road, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd.
P.O. Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Oficina de Representación de Editoriales, Prof. Héctor D'Elío, Av. 18 de Julio 1333 Esc. 1, Montevideo.

VENEZUELA

Escritorio Pérez Machado, Conde a Piñango 11, Caracas.

YOUgoslavie

Drzavno Preduzece Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita 23-11, Beograd.

Les publications des Nations Unies peuvent également être obtenues aux adresses ci-dessous:

ALLEMAGNE

Buchhandlung Elwert & Meurer
Hauptstrasse, 101
BERLIN — Schöneberg.

W. E. Saarbach
Frankenstrasse, 14
KOELN — Junkersdorf.

ALLEMAGNE (suite)

Alexander Horn
Spiegelgasse, 9
WIESBADEN.

AUTRICHE

B. Wüllerstorff
Wagplatz, 4
SALZBURG.

ESPAGNE

Organización Técnica de
Publicidad y Ediciones
Sainz de Baranda 24 — MADRID.

Librería Bosch
11 Ronda Universidad
BARCELONA.

JAPON

Maruzen Company, Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi
TOKYO Central.

(SIFI)

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore d'agents de vente officiels peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique) ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).